

Dossier

1990 l'année internationale de l'alphabétisation

UNE O.N.G. : LA LIGUE INTERNATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE POPULAIRE

MICHEL VIOLET

L'UNESCO, dans les documents sur l'Année Internationale de l'Alphabétisation, insiste beaucoup sur le rôle des O.N.G. travaillant "sur le terrain" et sur sa volonté de coopérer avec elles. Le Secrétariat de l' A.J.A, à qui nous avons demandé de nous indiquer une O.N.G. avec laquelle elle collabore, nous a communiqué l'adresse de la **Ligue Internationale de l'Enseignement de l'Éducation et de la Culture Populaire** *.

* Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Culture Populaire. 3, rue Récamier. 75007 Paris
Tél. : (1) 43.58.97.30

Cette ligue non gouvernementale est une organisation internationale "*pour le développement social et culturel par l'éducation*". Fondée en 1889, elle regroupe des organisations éducatives, sociales et culturelles laïques des divers continents, notamment de 14 pays en Europe, en Afrique (14 pays), en Amérique Latine (9 pays), en Amérique du Nord (Canada et USA). À l'instar de la Ligue Française de l'Enseignement, sa "grande sœur" née quelques décennies avant, elle œuvre pour la promotion de l'éducation permanente et de l'enseignement public à travers le monde. Son financement provient de subventions gouvernementales, de la Communauté Européenne et de l'UNESCO (dérisoires pour cette dernière et de plus en plus difficiles à obtenir pour les autres) ; du produit des activités de ses organisations membres ; de collectes auprès des écoles, des parents, des collectivités locales, etc. Elle a statut consultatif auprès de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe. Madame THOMAS-FONTAINE, que nous avons rencontrée à la Ligue, préside d'ailleurs la **Consultation Collective des O.N.G.** intéressées par l'alphabétisation et l'éducation des adultes. Cette instance qui regroupe une centaine d'O.N.G. internationales et locales a pour fonction d'établir des règles communes pour la préparation et la réalisation de projets intégrés dans le programme pour l'alphabétisation de l'UNESCO et d'obtenir ainsi des financements de sponsors privés. Ces financements sont de plus en plus nécessaires, car les O.N.G. se retrouvent seules pour s'occuper de l'alphabétisation des adultes, les gouvernements africains, par manque de ressources, abandonnant de plus en plus ce volet de l'éducation.

La Ligue Française de l'Enseignement ayant son service international qui "travaille" avec chaque pays en voie de développement, la Ligue Internationale regroupe tous ces acteurs au sein de confédérations et joue un rôle de coordination, de mise au point de programmes communs d'activités et d'aide aux pays du Sud qui revendiquent, à juste titre, *"de s'occuper eux-mêmes de leur sort car ils connaissent leurs besoins, leurs limites et la nature des aides qu'on peut leur apporter"*. La Ligue, tirant enseignement des échecs des projets "parachutés" et sans suite parce que décidés par les intervenants sans la participation des bénéficiaires, collabore donc à des actions mises en œuvre par des groupes indigènes avec l'accord des autorités du lieu (officielles ou de droit coutumier) et qui prennent appui sur des besoins locaux.

Actions d'alphabétisation dans une dizaine de pays africains francophones (sous la forme d'aides matérielles, de conseils ou de formations de formateurs) mais aussi d'éducation d'adultes en Amérique latine (la création de coopératives avec les ouvriers des mines de cuivre en Bolivie par exemple). Par manque de forces et de moyens (du fait de la réticence des "financeurs") elle ne peut pas pour l'instant répondre aux demandes provenant d'Asie, du Cambodge notamment.

Pour la Ligue (comme pour Frères des Hommes que nous avons aussi rencontrée et sans doute pour bien d'autres O.N.G.) ces actions d'alphabétisation s'inscrivent toujours dans des programmes de développement aux objectifs plus larges qui leur donnent une fonctionnalité.

Il est à noter que cette alphabétisation se fait dans les langues locales. Là aussi, c'est souvent une revendication politique et culturelle autochtone, la langue maternelle étant présentée comme beaucoup plus adaptée à l'expression des besoins et des modes de pensée des alphabétisés notamment adultes. Mais il semble que personne ne se fasse d'illusions sur cet apprentissage de la lecture d'écrits "fabriqués" à partir de langues orales vernaculaires (même si on s'efforce, comme le fait la Ligue, de "donner à lire" ensuite aux alphabétisés en créant de petites bibliothèques composées de fiches techniques utilitaires et de transcriptions des littératures orales). En réalité, cette alphabétisation dans la langue maternelle est conçue comme première, transitoire, préparatoire à l'enseignement du français. Même les systèmes scolaires de plusieurs pays africains adoptent ce système d'un apprentissage de la lecture en langue maternelle pendant 2 ou 3 ans avant d'aborder l'écrit français. La Guinée qui, dans la logique de son refus d'appartenir à la Communauté Française au moment de son indépendance, avait décidé d'alphabétiser dans les langues locales au moins dans les zones rurales, a réintroduit l'enseignement du français dès la troisième année de scolarité. Les O.N.G. sont confrontées à un problème difficile à résoudre et qui risque de durer car aucune évaluation sérieuse n'a jamais été faite des effets réels des alphabétisations en langues locales (dont on dit pourtant qu'elles sont plus faciles à réaliser et qu'elles connaissent moins d'échecs).

D'autre part, elles peuvent difficilement refuser d'y participer en prônant un alphabétisation dans "l'écrit de l'ancien colonisateur", écrit d'ailleurs tout aussi absent dans l'environnement de l'Africain. Ajoutons encore que les organismes internationaux dominés par les anglophones ne sont pas enclins à favoriser l'enseignement du français !

Une particularité de la Ligue, qui lui vient sans doute de l'exemple de la Ligue Française, c'est que ses actions quelles qu'elles soient s'appuient toujours sur une école (à partir de jumelages de classes africaines et françaises qui souvent s'étendent aux écoles, puis aux communes et même aux régions) afin de créer un "ancrage" durable, de diversifier les sources de financement et de réduire au minimum les coûts de gestion des projets.

Madame THOMAS-FONTAINE se veut encore optimiste malgré la dégradation qu'on connaît. Elle revient de JOMTIEN quelque peu réconfortée par la décision unanime des responsables du Tiers Monde de consacrer tous leurs efforts à l'enseignement primaire (jusqu'alors délaissé au profit de l'enseignement supérieur) et par la position de la Banque Mondiale qui considère enfin que l'éducation est un investissement prioritaire qui ne doit pas souffrir du poids de dette. Il y a, selon elle, généralisation de l'échec des systèmes scolaires et de l'alphabétisation quel que soit le régime politique et le degré de développement. Ce qui explique sans doute l'intérêt de la Banque Mondiale pour les problèmes de l'éducation. Mais les solutions que cette dernière préconise s'inscrivent tellement dans le règne d'un économisme triomphant qu'elles sont dictées par un souci de rentabilité commerciale fort inquiétant pour l'individu et le devenir de l'éducation.

Michel VIOLET